

QUI EST LE VRAI GAGNANT ?

L'offensive sur nos conditions de travail reste virulente en ce début d'année 2017. La collusion entre le SNCTA et la DSNA est plus évidente chaque jour. L'un ne voit que par l'argent, et l'autre, voyant sa politique de gestion des effectifs porter ses fruits, ne pense qu'à casser notre statut. Et les perdants : nous !

UNE COLLABORATION BIEN HUILÉE

Vous êtes un employeur public et vous voulez gagner en productivité, peu importe les conséquences sur vos agents ? La DSNA et le SNCTA vous proposent une solution directement inspirée de la loi travail ! Attaque dogmatique injuste ? Regardons plutôt les faits.

A Reims, Roissy, Brest et Bordeaux : la technique est la même. Le SNCTA commence par tirer la sonnette d'alarme sur le manque d'effectifs (sans évoquer l'accord Licence de 2006 qui initie l'inflexion des recrutements), sur les conditions de travail qui se dégradent, sur le matériel qui doit évoluer,... Et pendant ce temps, le trafic augmente. Heureusement, le protocole donne un nouvel outil qui va permettre aux ICNA de protéger leurs conditions de travail : les XP RH.

Mais comment convaincre tout le monde qu'un cadre de travail qui à terme imposera au moins le 7j/12 en période de charge, diminuera les temps de pauses de 20 % et augmentera les contraintes sur les recyclages et sur les congés est une avancée ? Mis à part les collègues convaincus que l'avenir est au « travailler plus », il reste deux cordes sur lesquelles tirer pour rallier le plus grand nombre :

- expliquer que les compensations (financières et en temps de travail) sont justes ;
- menacer des pires maux si l'XP ne pouvait être mise en place en durcissant les restrictions de congés ou en les mettant en place là où il n'y en avait pas.

C'est alors que le travail en binôme prend toute sa dimension. En parallèle des propositions de TDS XP du SNCTA, l'administration concocte des TDS conformes à l'arrêté 2002 mais où les contraintes sont toutes poussées au maximum. Malgré tout, elle se défend de toute tentative de chantage : c'est bien sûr la conjoncture qui l'impose ! Mais officiellement il lui faut trouver le moyen de contenter ses clients toujours plus exigeants.

Quand bien même une autre solution respectant le 1j/2 plus performante est trouvée : l'encadrement annonce sans détour qu'il ne veut pas faire de concurrence au SNCTA !

Quand le SNCTA veut faire un référendum sur la base tronquée d'un chantage : pas de problème, l'administration procure locaux, moyens et personnels pour son organisation.

Ailleurs un centre rejette malgré tout l'XP : l'administration locale mouille alors la chemise, en mettant la pression sur des représentants syndicaux locaux allant jusqu'à de la désinformation auprès des collègues.

Il faut alors s'interroger : **pourquoi nos cadres dirigeants se mettent-ils ainsi au service d'une organisation syndicale qui présente cette mesure protocolaire comme le meilleur moyen de contrer les volontés libérales de l'administration ?** Pourquoi l'administration alloue 15M€ (sur un total de 45M€ de mesures sociales du



protocole) pour la mise en place d'XP qui sont présentées par leurs concepteurs comme un effort minime largement compensé ? C'est louche, non ?

Nous n'avons cessé de le dire : partout, **les XP sont mises en place avec des conditions attractives car elles permettront à terme de casser notre statut protecteur**. Pourquoi le SNCTA brade-t-il ainsi nos conditions de travail?

Est-ce leur conception du progrès social que de monnayer petits bouts par petits bouts notre statut ? Est-ce une vision à court terme pour en profiter au maximum ?

Il faut également s'interroger sur le rejet systématique par la DSNA de modifications de TDS qui sont plus performantes que les XP. A croire que les usagers ne sont pas pris en compte !

TOUS LES SIGNATAIRES DU PROTOCOLE SONT RESPONSABLES

Nous dénonçons également l'attitude irresponsable de l'UNSA. Ses différentes composantes regrettent déjà leur signature commune. L'UNSA-IESSA a validé le projet de service pour la filière technique qu'elle combattait jusque là. L'UNSA-UTCAC, qui n'a œuvré que pour des mesures bénéficiant à ses dirigeants, fait mine de constater dans sa publication du 16 février que rien n'avance pour les TSEEAC. L'UNSA-ICNA pensait justifier sa signature par le GT 7 et la possibilité de proposer des TDS innovants et respectant le 1j/2. Ils se rendent compte, trop tard, qu'il n'en sortira que des remèdes encore pires que la maladie ! Ils ont voulu jouer au poker avec le SNCTA sans s'apercevoir que le donneur était complice et que le jeu était truqué. Partout où l'UNSA-ICNA est

présente, les XP présentées sont passées, grâce à son vote d'abstention ! L'UNSA-ICNA et le SNCTA sont tout autant responsables des dangers qui pèsent sur nos conditions de travail.

Même constat pour FO et la CFDT. Tous semblent découvrir les volontés de l'administration et doutent un peu tardivement de ce protocole qui s'annonce ravageur pour le statut des ICNA. Elle est loin la photo de groupe des signataires tout sourire au ministère en juillet 2016, mais elle va pourtant coûter cher aux agents de la DGAC. Quant à la dénonciation d'un protocole par ses signataires, elle relève ou de la naïveté ou du pur cynisme, l'administration ne reviendra évidemment pas sur cet accord largement majoritaire. Il fallait réfléchir avant de se faire berner.

LA BATAILLE N'EST PAS ENCORE PERDUE

Il est encore temps de revenir en arrière : au CRNA de Bordeaux, l'USAC-CGT et l'UNSA-ICNA (si elle respecte ses communiqués), voteront en mars la fin des XP... Si l'encadrement met ce sujet à l'ordre du jour. Les représentants locaux prennent une grande responsabilité car le chantage

est toujours présent. Nous sommes cependant persuadés qu'il ne faut pas uniquement penser à nos prochains congés, mais voir plus loin. Il est encore temps de s'opposer à ce projet dont la conséquence certaine est la fin du 1j/2 !

Les derniers rapprochements entre CANSO (dont fait partie la DSNA) et le groupe de lobby A4E (Air France, Ryanair, EasyJet...) ne laissent plus de doute quant aux orientations futures de notre management. Le SNCTA, partenaire privilégié de la DSNA, nous conduit vers toujours plus de contraintes pour les contrôleurs. L'USAC-CGT, seule organisation non signataire de ce protocole destructeur, luttera de tout son poids contre les XP RH, synonymes de fin du 1j/2.

